

# L'Étincelle



*Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire*

**PSA Poissy**

Lundi 4 juillet 2016

## Vive l'Europe des travailleurs !

Depuis l'annonce des 51,9 % favorables au Brexit (la sortie de l'Union européenne pour la Grande-Bretagne) la panique semblait s'être emparée des médias et des responsables politiques. Aujourd'hui, tout ce cirque semble peu à peu se dégonfler : avant le Brexit, la Grande-Bretagne avait un pied dans l'Union et un pied dehors ; après le Brexit, ce sera... l'inverse ! En effet, hommes d'affaires et gouvernants britanniques et européens se donnent au moins deux ans pour négocier les conditions de cette sortie, c'est-à-dire de nouveaux accords commerciaux. La grande bourgeoisie anglaise et ses financiers de la City sont avant tout préoccupés de conserver leur accès au marché européen, et tout sera fait sur mesure pour qu'ils soient satisfaits.

### ***Le piège du repli national***

Ce qui est vraiment préoccupant, c'est le climat nauséabond de repli nationaliste, voire de racisme, qui s'est installé à la faveur de ce vote. C'est uniquement pour concurrencer UKIP, l'extrême droite anglaise, sur son propre terrain, que le Premier ministre Cameron avait choisi d'organiser ce référendum... qui lui est retombé sur le nez. On voudrait nous faire croire, en Grande-Bretagne et ailleurs, que tous les problèmes du monde du travail viennent de l'ouverture des frontières et des immigrés.

C'est la carte que joue aussi Marine Le Pen, quand elle réclame des référendums partout en Europe pour rétablir une prétendue « souveraineté nationale ». But de la manœuvre : camoufler la responsabilité du patronat, qui partout licencie et demande aux gouvernements d'attaquer nos droits.

### ***L'austérité, la précarité et les bas salaires ne sont pas imposés de l'extérieur.***

Quand un Mélenchon, qui prétend incarner une « gauche de la gauche », se réjouit du vote britannique en prétendant que les licenciements dans la sidérurgie française seraient la faute au « libre échange » permettant « d'importer de l'acier chinois », ou que la loi El Khomri aurait été dictée à Hollande par Angela Merkel, il cultive les mêmes préjugés.

Valls et Gattaz n'ont pas besoin de l'Europe pour vouloir imposer la loi Travail ! Le gouvernement français est bien plus aux ordres du Medef que de Bruxelles.

### ***Par-delà leurs frontières, unissons-nous !***

Ces préjugés sont un poison pour les travailleurs, fait pour nous diviser. En réalité, ce sont partout les

mêmes attaques auxquelles les classes populaires sont confrontées. Avec partout des déclinaisons locales de la loi El Khomri. En Italie depuis un an, le Job Act a instauré un CDI avec période d'essai de... trois ans ! En Angleterre, des CDI garantissant... zéro heure de travail par mois sont parfaitement légaux. En Allemagne, ce sont les « jobs à un euro ». En Belgique, les travailleurs se mobilisent en ce moment contre une loi semblable à la loi Travail. Partout les salariés sont logés à même enseigne, sont dans la même galère. Mais ils représenteraient une force colossale s'ils parvenaient à se rassembler contre leurs exploiters et profiteurs. Par-delà les frontières.

### ***Leur Europe et la nôtre***

En construisant une Europe à leur image, uniquement au service de leurs profits, de leur argent qui circule librement, alors que les réfugiés se heurtent à des frontières extérieures renforcées, qui ont transformé la Méditerranée et la Manche en cimetières, gouvernements et patrons européens dégoûtent une partie de la population de l'idée même d'Europe unie. Et ceux qui prétendent que c'est l'abolition des frontières qui permet aux patrons de mettre les travailleurs en concurrence, pour pratiquer un « dumping social », mentent. Au contraire : les patrons profitent du fait que les travailleurs n'ont pas partout les mêmes droits, conditions et salaires.

**La véritable manière de se défendre serait de construire une Europe des travailleurs à notre façon, en entrant en lutte, toutes origines confondues.**

**Une Europe qui ne se construira ni par référendum, ni par aucune autre élection, mais par l'unification de nos luttes communes.**

**Ça nuit gravement à nos salaires...**

La direction a en tête de chercher des « volontaires » en nuit pour signer des avenants à leurs contrats. Elle voudrait les faire travailler 28h30 par semaine, avec une flexibilité pouvant aller jusqu'à 42 heures avec encore un compteur de modulation (payable en fin d'année seulement si positif). Pour appâter le « volontaire », elle proposerait 310 € nets de prime annuelle, à condition qu'il accepte de perdre environ 400 €... de salaires mensuels.

Sa nuit partielle elle peut se la mettre à la poubelle.

**Plan B pour l'équipe C**

La direction projette d'imposer ses nuits de flexibilité à outrance dans les sites de Sochaux, Mulhouse et Poissy. PSA Tremery n'est plus mentionné. Il faut dire que là-bas, nos collègues de nuit se sont mis en grève.

**Nuit et jour, c'est elle qu'il faut « neutraliser »**

La direction laisse craindre une « neutralisation de l'équipe de nuit fin 2016 ». Plus obscur tu meurs, mais ça pue la menace à la suppression totale pour faire accepter tous les chantages en nuit : les baisses de salaires et la flexibilité.

En cas de suppression on en fera tous les frais, y compris la maîtrise et les professionnels (moniteurs et polyvalents). Pas de place pour eux en 12 ou en 22 : la chaîne ou la porte.

**Toutes les raisons de refuser**

Il y a 10 jours, 7 collègues du B5, Ferrage, secteur Ouvrants équipe 12, ont refusé le rallongement d'horaire que la direction avait imposé.

Si on faisait tous comme eux, la direction pourrait s'asseoir sur sa flexibilité.

**Notre sécurité : le cadet de leur souci**

La direction a fait son Animation Sécurité Routière. Sensibiliser sur l'état des voitures et les bonnes pratiques de la route c'est bien joli (au moins on a pu se faire régler nos feux). Mais après une année de boulot c'est nous qui sommes usés et abîmés. Combien d'entre nous rentrent du boulot fenêtres ouvertes pour éviter de s'endormir au volant ?

La principale insécurité ce sont nos conditions de travail.

**Compacter le site = dégager du personnel**

Vendredi 24 juin, la direction a annoncé Poissy le Plan Moyen Terme 2017-2019 à PSA Poissy. Pour 2020 elle veut faire passer la surface industrielle de 172 à 72 hectares. Elle fait dire à certains que « le compactage de notre site va permettre à Poissy de réduire ses coûts (Chauffage, énergie...) ». En réalité ça lui permettra surtout de réduire le personnel pour augmenter les gains de productivité. À force de compacter l'usine, la direction finira par la faire disparaître totalement... si on ne l'arrête pas avant.

**La Maison centrale de PSA Poissy**

Au CCE du 16 juin, la direction a annoncé la mise en place d'une vidéosurveillance en logistique aux B2 et B3 sous prétexte de disparition de « pièces coûteuses ». Des caméras sur chaîne pour nous fliquer : une nouvelle étape dans la transformation du site de Poissy en centre pénitentiaire.

Les vraies « pièces coûteuses » sont assises dans les fauteuils de la direction. Et si elle cherchait des voleurs, elle placerait des caméras dans ses propres locaux.

**PSA, subventionné à nous licencier sur nos impôts**

La direction du groupe PSA a avoué le 20 mai dernier avoir été exonérée à hauteur de 196 millions depuis 2013 au titre du CICE (Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi). Un crédit d'impôts qui mérite bien son nom, car avec 17 000 emplois supprimés sur la même période, c'est comme si PSA avait reçu 11 500 € pour chaque collègue jeté dehors ! Avec l'État actionnaire à 14 %, PSA est en fait subventionné sur nos impôts à nous licencier en masse.

**La lutte continue**

À PSA Valenciennes, jeudi dernier, une centaine d'ouvrier sur 2 équipes ont débrayé contre le NCS 2 (Nouveau Contrat Social), ils se préparent à nouveau à se mobiliser cette semaine. Ce même jeudi, à l'usine de PSA Saint-Ouen la moitié des ouvriers du matin ont débrayé aussi (110 au total avec ceux de l'après-midi).

Dans tout le groupe, la direction n'a pas fini de nous entendre, contre le NCS 2, ou contre ses effets.

**Le bal des faux-culs...**

Le Sénat, majoritairement à droite, a aggravé la loi travail le mardi 28 juin : suppression des 35 heures, passage de 11 à 20 salariés pour rendre obligatoire les Délégués du Personnel et de 50 à 100 salariés pour obliger le patron à créer un CHSCT, licenciement économique facilité, etc. Il a même réintroduit le plafonnement des indemnités de licenciement que Valls avait fait mine de retirer pour plaire à la CFDT.

Deux jours plus tard, les députés PS suppriment ces modifications du Sénat et reprennent le texte initial, contre lequel nous descendons dans la rue depuis 4 mois pour en exiger le retrait. Le gouvernement prétend protéger les travailleurs : « vous voyez, ça pourrait être pire, remerciez-nous ».

C'est juste un partage des rôles.

Mais de cette loi on n'en veut pas. Et même si le gouvernement la fait passer on continuera à lutter contre, et contre sa mise en application : « Ce que le pouvoir fait, la rue peut le défaire ».

Participons nombreux à la manifestation contre la loi Travail de ce **mardi 5 juin** :

**À Paris, rendez-vous de la manifestation  
À 14h Place d'Italie**